

**RABAT SMART CITY : A L'ÉPREUVE DE LA GOUVERNANCE
TERRITORIALE ET DE LA GESTION LOCALE**

**RABAT SMART CITY: TESTED BY TERRITORIAL GOVERNANCE
AND LOCAL MANAGEMENT**

Adil MOUTTAKI, doctorant

Codirecteurs :

Pr. Vincent MEYER
SHAL, Transitions IMREED
Université Nice Antipolis

Pr. Brahim BADIDI
CEDOC, Homme et Espace dans le Monde Méditerranéen
Université Mohamed V Rabat

Résumé

Dans un contexte en pleine effervescence où le besoin en matière d'infrastructures est grandement exponentiel et où les avancées réalisées se font au détriment de l'équilibre écologique, la capacité à pourvoir des services de qualité aux usagers est étroitement tributaire de la capacité des décideurs à prendre à temps les bonnes décisions, à proposer des services durables, de communiquer de façon claire avec les différents publics cibles et également de trouver et mettre en marche des solutions créatives, évolutives et innovantes.

Cela étant, nous envisageons, par le biais d'un dépouillement documentaire pointu, procéder à un diagnostic global des données démographiques, du cadre institutionnel et administratif de Rabat. Nous passons en revue les principales relations qui existent entre les acteurs avec un survol historique des tournants qui ont fait l'identité actuelle de la capitale et qui façonnent la composition institutionnelle et les prérogatives qui découlent à chaque acteur. Encore, nous tentons d'approfondir la réflexion autour des différentes représentations qui peuvent résulter de la mise en place du projet de la smart city et voir si le concept tel conçu constitue la configuration prometteuse d'une ville mieux gouvernée et bien équipée.

Pour se faire, nous appuyons notre démarche méthodologique par l'analyse d'un certain nombre de documents de planification en l'occurrence du plan d'aménagement de la ville de Rabat, de la monographie de la ville, des programmes d'investissements, du plan national de la réforme de l'administration ainsi que du plan de développement régional (PDR). Notre note méthodologique sera enrichie aussi par l'analyse des discours des responsables officiels, représentants politiques, porteurs et opposants du projet digital.

Mots clefs : smart city, représentations individuelles et collectives, géographie, démographie, administration, Rabat, acteurs, participation citoyenne, inégalités sociales

Abstract

In a booming context where the need for infrastructure is greatly exponential and where the advances made are being made to the detriment of ecological balance, the ability to provide quality services to users is closely dependent on the ability of decision-makers. to make the right decisions on time, to offer sustainable services, to communicate clearly with the different target audiences and also to find and implement creative, scalable and innovative solutions.

However, we plan, by means of a detailed documentary examination, to carry out a global diagnosis of the demographic data, of the institutional and administrative framework of Rabat. We review the main relationships that exist between the actors with a historical overview of the turning points that have made the current identity of the capital and shape the institutional composition and the prerogatives that flow from each actor. Again, we are trying to deepen the reflection around the different representations that can result from the implementation of the smart city project and see if the concept as conceived constitutes the promising configuration of a better governed and well equipped city.

To do this, we support our methodological approach by analyzing a number of planning documents, in this case the development plan for the city of Rabat, the city monograph, investment programs, the national plan for the reform of the administration as well as the regional development plan (PDR). Our methodological note will also be enriched by the analysis of the speeches of officials, political representatives, promoters and opponents of the digital project.

Keywords: smart city, individual and collective representations, geography, demography, administration, Rabat, actors, citizen participation, social inequalities

I- INTRODUCTION : RABAT, MISE EN CONTEXTE

1-1- La smart city, solution miracle ou simple utopie

Les territoires s'apparentent à un système dynamique complexe (F. Leloup et L. Moyart, 2003). Par voie de conséquence, il se trouve que des relations géographiques et institutionnelles durables et interférées entre les différentes composantes doivent être considérées d'une manière novatrice afin de pouvoir mener à bien toute action ou stratégie de développement territorial et humain.

Cependant, des pratiques traditionnelles, vétustes et inadaptées aux transformations socioéconomiques observées, risquent d'engendrer des dysfonctionnements organisationnels et structurels très profonds. En d'autres termes, les changements structurels parfois très agressifs, qui prennent plusieurs formes et qui concernent tous les pans de la société imposent l'adoption de nouvelles approches de gestion notamment pour répondre aux différentes contraintes socioéconomiques, technologiques et politiques. De fait, le souci de la performance prime et implique la nécessité de faire preuve d'anticipation et d'interactivité et surtout se détacher des anciens modes de gestion à la fois lourds et lents en tenant compte des contraintes dictées par les différentes sphères scientifiques, socioéconomiques et politiques.

C'est dans ce sens que le modèle de la smart city s'impose comme étant un outil de performance qui prend appui sur les solutions numériques et les sciences de l'information afin de simplifier la gestion des services et prestations fournis aux administrés. D'une façon plus schématique, la smart city se propose comme un modèle de gestion intelligente qui doit être en mesure d'améliorer la gouvernance et les modes de fonctionnement et faire hisser les villes vers les standards de la qualité urbaine.

1-2- Rabat, une panoplie de projets de digitalisation

Rabat se réinvestit pour intégrer le peloton des villes intelligentes de demain. Dans cette ambition, plusieurs projets structurants de grande envergure ont été lancés. On parle notamment d'Arribat Center, Technopolis, la nouvelle gare de Rabat Agdal et le projet de Green Tech Valley. Ainsi et avec un investissement estimé à 2 milliards de DH, le centre multifonctionnel ARRIBAT qui s'étale sur une superficie de plus 196.000m² est destiné pour le commerce, loisirs, hôtelière et espaces bureaux. Pour sa part, situé à 5km de l'Aéroport International de Rabat-Salé et bénéficiant des connexions quotidiennes vers l'Europe, avec plus de 300 connexions quotidiennes vers l'Europe, les USA et le Moyen Orient, Rabat Technopolis

travaille sur trois axes : l'Enseignement Supérieur, la Recherche et l'Entreprise. Quant à elle, dédiée à la ligne grande vitesse, la nouvelle Gare de Rabat, qui a coûté 800 millions de dirhams, vient conforter l'essor socio-économique et urbain de la capitale. De même, Green Tech Valley, qui s'identifie comme étant une nouvelle cité d'affaires, de santé, de bien-être et de loisirs vient renforcer l'offre sanitaire et de loisirs au sein de la capitale.

De surcroît, la capitale se caractérise, comparativement aux autres villes du royaume, par son dense réseau d'infrastructures routières, autoroutières et aériennes (un aéroport international, 2 lignes ferroviaires et 3 axes autoroutiers) ce qui a favorisé l'implantation de nombreux opérateurs logistiques et de transports nationaux et internationaux. Plus encore, la desserte de la ligne TGV actuelle fait de Rabat un hub de grande vitesse. De plus, Rabat dispose du pouvoir d'achat par habitant le plus élevé devant toutes les autres villes du Royaume. Rabat est forte aussi par son élite et ses ressources humaines de qualité. De plus, la capitale compte le plus fort taux de réussite au baccalauréat (87,6%), le plus faible taux d'analphabétisme (17%) ainsi que l'un des taux de chômage les plus faibles au niveau national.

Cependant et en dépit de la multitude des projets de modernisation numérique mis en place, de nombreuses critiques sont émises de toute part pour alerter les failles qui affectent l'implémentation du projet digital. En fait, les causes qui ralentissent le rythme du lancement du projet digital sont multiples et les résultats sont très controversés et trop disparates entre les collectivités territoriales d'autant plus les commandes du projet numérique sont toujours monopolisées par les pouvoirs centraux alors que seulement quelques quartiers s'accaparent de la grande part des investissements numériques. Le rythme de la rénovation technologique, quant à lui, reste au-deçà des prétentions et ne traduit pas le discours engagé à généraliser la digitalisation de la capitale.

Ce bilan fait que Rabat peine à se frayer chemin parmi le peloton des grandes villes intelligentes au niveau mondial comme le dit une étude faite sur 109 villes intelligentes par l'Institut international pour le développement de la gestion (IMD), en collaboration avec l'Université de technologie et de design de Singapour. Dans cette étude parue en 2020 (Smart City Index 2020) et qui évalue la qualité des solutions numériques mises en service dans les cinq domaines clés : la santé, la sécurité, la mobilité, l'enseignement et la gouvernance, la capitale s'est rétrogradée quatre places par rapport à l'exercice précédent pour se positionner en 105^{ème} et 2^{ème} à l'échelle continentale derrière Cape Town classée en 102^{ème} position.

1-3- Les données géographiques comme révélateur de l'état de performance numérique

1-3-1 Rabat, une situation géographique stratégique

La capitale se caractérise par sa position géographique très contrastée. Couvrant une surface de 118 km² longée par l'atlantique au nord, la capitale se trouve prise à l'est entre l'Oued Bouregreg et la plaine de l'Oulja en face de Salé alors qu'au sud-ouest de la ville une ceinture verte de pins et d'eucalyptus de 1 500 ha sépare Rabat de Témara. Le nord-est de la ville est bordé par le Bouregrag et Akrach. Au nord-est de Rabat, la forêt de la Maâmora constitue un véritable poumon naturel pour la capitale. La forêt s'étend sur une superficie de 134 000 ha pour une végétation riche principalement en ressources en chênes-lièges et d'eucalyptus.

Notons aussi que le sous-sol de la ville est calcaire ce qui explique que certaines zones sont bâties sur des terrains instables en raison de la nature géologique (marnes et galets). Encore, la ville se trouve sur une pente ce qui fait que pendant la période pluviale les eaux de ruissellement créent des ravines qui inondent les quartiers situés en bas de la ville.

1-3-2- Une croissance démographique décroissante

Selon le recensement de la population de 2014, le nombre d'habitants à Rabat intra-muros s'élève à 578 519 d'habitants. Ils s'établissent sur une superficie de 118,5 km² soit une densité d'habitants de 4 876 hab/km², une densité plus élevée que celle de Casablanca observée à 2 644 hab/km² mais nettement moins forts que celles enregistrées dans d'autres capitales comme Paris qui, elle, enregistre 21 067 hab/km². Cependant, et selon les projections, la population de la capitale devrait subir une nette régression qui atteindrait 111 186 individus soit une chute de 19.22%. Concernant le rythme d'évolution de la population, le taux d'accroissement annuel moyen connaîtrait une régression de -1,6% au cours de la période 2014-2030. Une autre observation retient l'intérêt, le sexe masculin dépasse le sexe féminin à la naissance mais le RGP montre que cette donnée s'inverserait à partir de 15 ans. Par contre, le sexe féminin commence à prendre le dessus avec 1.2% comme croissance enregistrée.

3-3- Une disparité démographique par arrondissement significative

La population de Rabat est très concentrée au niveau de deux arrondissements urbains qui sont les arrondissements de Youssoufia et de Yacoub Mansour qui accueillent 63.10% de la population en 2014. Les projections démographiques montrent que ce constat sera revu à la hausse puisque la population des deux arrondissements s'établirait à 67,90% des habitants.

Arrondissements	2014	2016	2019	2020	2022	2024	2026	2028	2030
Agdal Riyad	77420	74881	70890	69508	66670	63748	60768	57751	54708
El Youssoufia	170583	168876	165561	164236	161243	157809	153979	149782	145233
Hassan	108484	104055	97285	94992	90357	85680	80997	76336	71714
Souissi	23426	22537	21167	20699	19749	18783	17810	16836	15865
Touarga	3965	3565	3024	2859	2549	2266	2007	1773	1562
Yacoub Mansour	194643	191704	186496	184525	180233	175488	170349	164854	159027
Total	578521	565618	544423	536819	520801	503774	485910	467332	448109

Tab 2: Evolution du taux d'accroissement des arrondissements de Rabat entre 2004-14 et 2014-2030

Source : DRR : SEP

Le taux de régression le plus notoire est enregistré au niveau de la commune de Touarga qui perdrait 60.5% de ses habitants. La population de l'arrondissement Souissi suivrait le même rythme puisqu'elle accuserait une chute de 32.3%. Le même taux presque sera enregistré au niveau de l'arrondissement Hassan qui perdrait à peu près 33.9% des habitants. La même cadence démographique serait enregistrée au niveau des autres arrondissements mais d'une façon très différenciée. Notons que le taux le moins élevé sera situé au niveau des arrondissements El Youssoufia et Yacoub El Mansour avec respectivement -0.5 et -0.6.

Arrondissements	2004-14	2014-30
Agdal Riyad (AR)	-1,3	-1,2
El Youssoufia (AR)	-0,1	-0,5
Hassan (AR)	-1,7	-1,5
Souissi (AR)	-1,6	-1,4
Touarga (CU)	-4,8	-3,4
Yacoub El Mansour (AR)	-0,4	-0,6

Tab 3: Evolution de la population de Rabat suivant les tranches d'âge

Source : DRR : SEP

1-3-4- Une pyramide d'âge très hétérogène

Reposant sur les mêmes projections démographiques, la pyramide des âges esquisse un portrait démographique très hétérogène du fait que la structure de la population suivant les tranches d'âge suivrait la même décroissance à l'exception de celle des personnes âgées qui, elle, et comme le montre le tableau ci-après connaîtrait une hausse très considérable. La régression de la part des jeunes serait de l'ordre de -5,6 points alors que la population en âge d'activité (15-59 ans) accuserait une chute de -5,3 points entre 2014 et 2030. Aux antipodes, la catégorie des personnes âgées enregistrerait une croissance considérable puisqu'elle constituerait 24.6% de la population en 2030 soit le quart de la population. Ces changements auraient certainement des répercussions structurelles sur les services étatiques.

Années	2014	2018	2019	2020	2022	2024	2026	2027	2030
0-14 ans	20,6	18,9	18,5	18,3	17,8	17,2	16,5	16,1	15,0

15-59 ans	65,7	64,7	64,3	64,0	63,3	62,6	61,7	61,3	60,4
60 ans et +	13,7	16,5	17,2	17,8	18,9	20,2	21,8	22,6	24,6

Tab 4: Evolution de la population de Rabat suivant les tranches d'âge

En ce qui concerne la géographie des jeunes, elle fait apparaître une forte concentration de cette tranche d'âge dans les quartiers et arrondissements populaires spécialement ceux de Youssoufia ou bien Yacoub El Mansour. De même, une forte présence des migrants est observée dans les mêmes quartiers.

Tab 5 : Evolution du poids de la population de Rabat entre 2014 et 2030

Années	2014	2018	2019	2020	2022	2024	2026	2027	2030
3-5 ans	23494	21685	21282	20338	18199	15720	14996	14639	13443
6-11 ans	46709	43279	42906	41384	38477	35293	32645	31211	27425
12-14 ans	24170	20509	19834	19495	19252	19271	17431	16460	14055
15-17 ans	24411	21361	20650	19955	18662	17678	16906	16643	15479
18 ans et +	434769	426218	422798	418852	409594	399369	388940	383501	365362
21 ans et +	408535	403735	401215	398098	390310	381406	371886	366782	349684
moins 15 ans	119338	104170	100976	98016	92544	86732	80067	76563	67267
15- 59 ans	380206	356763	350066	343391	329756	315117	299800	292268	270693
60 ans et +	78974	90818	93382	95415	98500	101929	106047	107876	110147

Source : DRR : SEP

1-3-5- Nombre de ménages en légère chute

On assiste à une certaine stagnation du nombre de ménages au cours de la décennie 14-23 qui serait suivie d'une chute nettement visible à partir de 2024. Il suffit de rappeler que la chute sur la période 14-23 ne serait que de 0.03% alors qu'au cours de la période 24-30 la chute passerait à 5.1%. Notons que la diminution du nombre des ménages enregistrée s'accompagnera par une nette réduction dans la taille des ménages cela se justifie tout particulièrement par la régression du nombre d'enfants au sein des familles de la capitale puisqu'on assiste à une régression du groupe d'âges 0-39 ans.

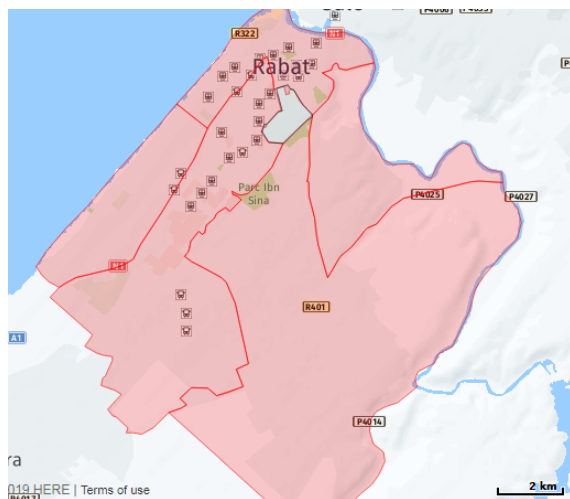
III- RABAT L'INTELLIGENTE, A L'EPREUVE DE LA GESTION LOCALE

3-1 Adoption du dispositif de l'unité de la ville

Capitale du royaume du Maroc, siège-lieu de la région Rabat-Salé-Zemmour-Zaïr, mairie, siège des ministères, des administrations, siège des grandes entreprises et ONG, Rabat présente un statut particulier où se chevauchent les prérogatives accordées aux différents organes institutionnels qu'ils soient administratifs ou bien élus. Ceci dit, et afin de mieux répondre aux besoins et évolutions socioéconomiques de ses habitants et instaurer des règles collectives pertinentes qui assurent un développement local intégré et durable, Rabat a expérimenté plusieurs systèmes de gouvernance mais sans pour autant arriver à améliorer les instruments et les logiques de la gestion de la chose locale, à valoriser son capital humain ou encore à limiter la disparité économique entre les différentes collectivités locales.

C'est dans cet esprit que le système de l'unité de la ville a été mis en œuvre en 2003 dans l'ambition notamment de lutter contre la dispersion des centres de décision et le manque de cohérence entre les différentes instances. Plus précisément, l'unification de la ville comme dispositif vise à alléger la prééminence du wali sur les corps élus, à assouplir la gestion de la chose locale et à garantir la mutualisation des efforts des différentes composantes territoriales (wilaya, provinces, préfectures, arrondissements, région) en regroupant les moyens financiers et humains et en promouvant l'attractivité de la ville tout en consolidant les prérogatives allouées aux instances élues pour participer à la conception, le montage, la réalisation et le suivi des projets au côté de l'administration.

Ainsi et en vertu de la nouvelle charte communale de 2003 et afin de tenir son rôle de capitale, Rabat est devenue une mairie, une organisation territoriale de droit public dotée de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière dont la gestion est confiée à un conseil élu au suffrage universel direct. Ledit conseil se charge de la gestion de toutes les responsabilités et affaires municipales. Il est élu dans les limites fixées par les lois et règlements en vigueur et épaulé par les conseils d'arrondissements qui s'occupent, eux, de la gestion des affaires de proximité.



3-2- La gestion des affaires communales

Pourtant, le wali de la région, qui est en même temps gouverneur de la Préfecture de Rabat garde un rôle central. C'est lui qui veille et contrôle l'exécution des attributions du conseil. Il représente l'Etat auprès des habitants, mène les activités préfectorales et coordonne, en tant que supérieur hiérarchique, l'action des différents départements ministériels et déconcentrés ainsi que leurs représentations locales.

Par ailleurs, et afin de renforcer le rôle de la commune et des élus, les prérogatives accordées au conseil communal ont été étendues pour concerner les affaires financières, fiscales et urbanistiques, les services et équipements publics locaux, l'hygiène et l'environnement, les actions socioculturelles, et aussi en matière de coopération et de partenariat. De plus, l'article 101 de la même charte confère et soumet à la décision du conseil communal l'examen et le vote du compte administratif, la répartition des dépenses sur dotation de l'arrondissement ainsi que les propositions d'investissement. En plus des affaires municipales, la mairie est représentée au sein du comité régional et des comités préfectoraux pour participer aux différentes délibérations.

A ce propos, il est à noter qu'afin d'assurer une gestion plus rigoureuse, une direction administrative et financière du ministère de l'Intérieur assure un contrôle permanent sur les budgets de fonctionnement du conseil de la ville et des arrondissements en particulier pour tout ce qui est recrutement, épargne, renforcement de l'activité économique, programmation, planification et contrôle interne.

3-3- Arrondissements et prérogatives

La mairie de Rabat est répartie désormais en 5 arrondissements qui sont: Hassan, Agdal-Riad, Yacoub el Mansour, Youssoufia et Souissi ainsi qu'une seule commune qui est la commune de Touarga. Notons que la gestion des affaires locales au sein desdites institutions est assurée par trois principales instances à savoir : le Bureau communautaire, le Conseil communautaire et les Commissions.

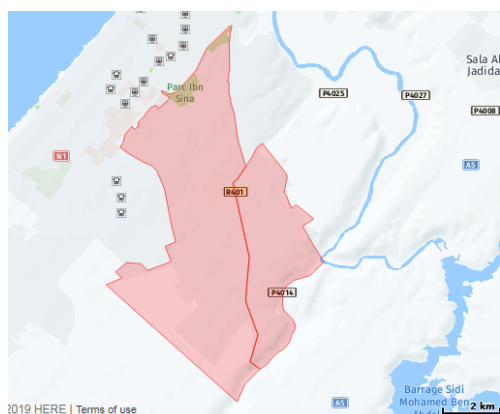
Quant au rôle des arrondissements, ils servent de base au découpage de secteurs pour les élections municipales. De plus, la charte communale les a inscrits dans une pure logique de proximité puisque l'arrondissement s'adapte entre autres le rôle de la promotion du développement social, culturel et sportif, de l'animation de la société civile et de la mise en place des projets de développement social.

Par ailleurs, il faudrait noter que les conseils de l'arrondissement, qui n'ont qu'un rôle délibératoire pour les affaires qui concernent leur étendu géographique, ne disposent pas de leurs propres budgets mais plutôt bénéficient des dotations de la part du conseil de la ville pour la gestion des affaires de proximité. Ces dotations constituent une dépense obligatoire pour la mairie. Il est à préciser qu'à l'heure actuelle le débat est ouvert pour la création d'une SDL qui aura pour fonction de l'administration fiscale et de la gestion d'un certain nombre de secteurs

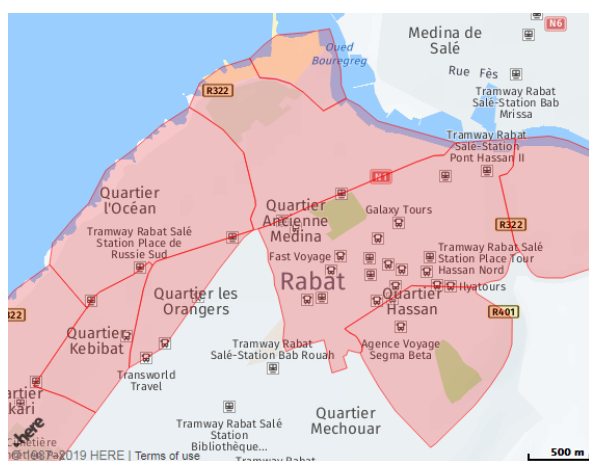
comme le patrimoine, les marchés de gros et les espaces verts ainsi que la supervision de l'éclairage public.

3-4- Les arrondissements de Rabat

L'arrondissement de Souissi comprend la partie haut de gamme de Rabat qui régit sur la zone séparant le quartier Souissi à Akrach. Cet arrondissement, qui se compte parmi les plus riches du Maroc après celui d'Anfa à Casablanca, accueille deux principaux quartiers en l'occurrence le quartier des Ambassades et celui de Souissi.

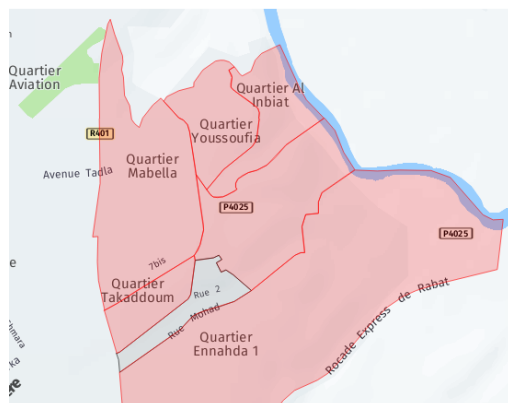


L'arrondissement Hassan compte une population estimée à 108179 individus. Il est connu par le fait qu'il abrite les monuments les plus prisés au niveau de Rabat à savoir le mausolée Hassan et la kasabah Oudaya sans oublier la partie administrative du royaume. Il accueille également les quartiers d'Akkari, Al Saha Al Kabira, Diour Jamaa, Hassan, Centre Ville, Kébibat, L'Océan, Les Oudayas, Médina ainsi que le quartier administratif.

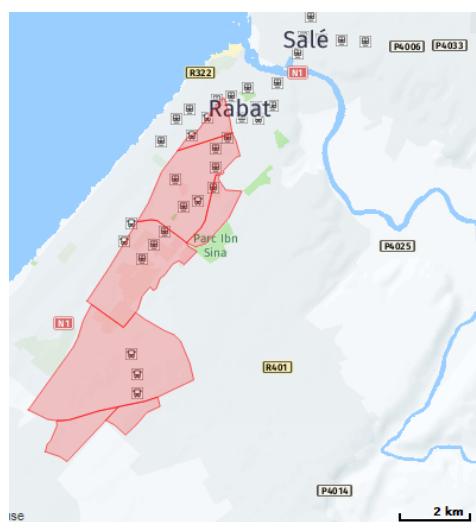


L'arrondissement de Youssoufia, quant à lui, regroupe les quartiers les plus populaires qui longent l'atlantique. En 2014, l'arrondissement Youssoufia, comptait une population estimée à

170561 habitants. Ses principaux quartiers sont les suivants : Bouragrag, Aviation- Mabella, El Youssoufia, Hay Al Farah, Hay Nahda et Takadoun.



L'arrondissement Agdal-Riyad, pour sa part, comptait en 2014 une population totale estimée à 77 257 habitants dont 4572 étrangers soit 0.06% de la population. Cet arrondissement, qui signifie en Amazigh jardin, et qui est plus connu pour ses restaurants, cafés, restaurants, grands magasins et boutiques, comprend les quartiers d'Al Irfane, GuichOudaya, Haut Agdal, les Orangers, Riyad et Riyad Extension.



L'arrondissement Yacoub El Mansour abrite les quartiers les plus populaires de la capitale. Il est le plus peuplé des arrondissements avec une population de 194 532 habitants.



La commune de Touarga qui abrite 3 932 habitants, siège du Palais royal, est la seule à avoir gardé son statut de commune. Elle suit un régime particulier (titre IX, chapitre II, article 135). Son conseil est élu dans les conditions prévues par la loi mais les attributions reconnues aux présidents des conseils communaux sont exercées par un pacha, agent d'autorité (article 136).

3-5- Les ressources et dépenses de la municipalité

En étroite coordination avec l'agence urbaine de Rabat, la mairie est en charge du contrôle de l'habitat insalubre. A cet égard, deux divisions assurent la direction de la police administrative et patrimoine. Il s'agit de la division de l'urbanisme et la division du patrimoine. Le champ de compétence de cette direction concerne particulièrement la police de construction et contrôle, la lutte contre l'habitat insalubre au même titre que la préservation des monuments historiques et de la Médina, l'occupation du domaine public et les transactions immobilières.

En 2016, le budget du conseil de la ville était de 911 millions de dirhams soit une hausse de 50,75% par rapport à 2004, affectés. Ces ressources provenaient des recettes fiscales en particulier la taxe urbaine, la taxe d'édilité, la patente, les services communaux et les taxes professionnelles, les taxes sur les terrains non bâtis, au marché de gros et d'habitation dans le temps où les apports étatiques n'étaient qu'à l'ordre de 5% soit 46 millions de dirhams. La mairie dispose d'autres ressources, comme les apports du budget du Conseil préfectoral, de la Région, auxquels s'ajoutent les aides et attributions accordées par l'Etat dans la réalisation de projets structurants tels que celui de l'avenue Mohamed V ou les projets financés par le Fonds Hassan II.

En 2016, les salaires des fonctionnaires et les frais d'administration absorbaient 47% des dépenses de fonctionnement ce qui équivaut à 431 millions de dirhams. Une enveloppe de 255 millions dirhams était réservée à la gestion déléguée de l'éclairage public et de traitement des déchets, soit 28% de l'ensemble du budget tandis que la somme de 52 millions de dirhams était consacrée au remboursement des emprunts et de leurs intérêts alors que tout ce qui entretien des espaces verts a coûté 6 millions de dirhams.

Au cours de l'année 2019, la dotation globale destinée aux 5 arrondissements pour l'année qui ne doit, conformément à l'article 245 de la loi organique n°113-14 relative aux arrondissements, descendre sous le seuil de 10% du budget global de la mairie, a été haussée pour atteindre 90,5 millions de DH au profit des 5 arrondissements de la capitale au prorata du nombre d'habitants. L'enveloppe réservée à l'arrondissement de Yakoub Al Mansour était de 23,88 millions de DH contre 6.4 millions de dirhams en 2004 soit une hausse de 373%. De sa part, et pour la même période l'arrondissement de Souissi a vu sa part monter de 2,6 millions de dirhams à 8,3 millions de DH.

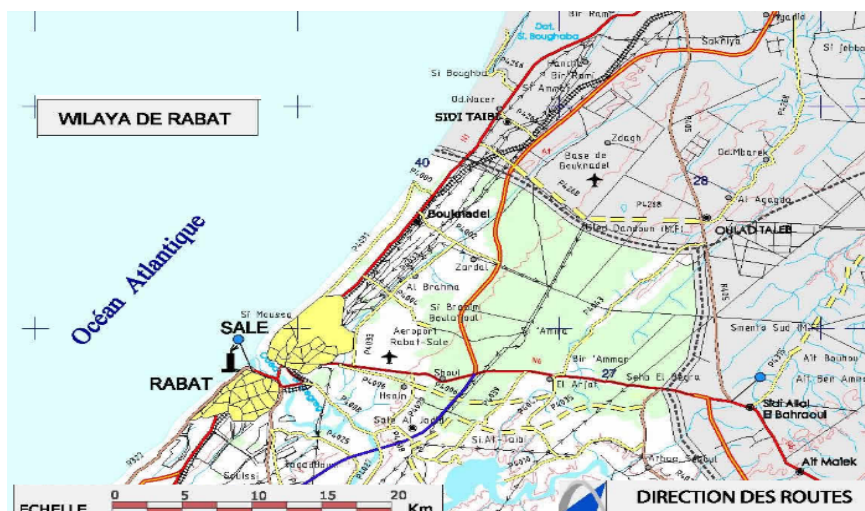
Notons que faute de mauvaise gestion certains arrondissements n'arrivent pas à rationaliser la ventilation des dotations reçues et enregistrent par conséquent des défaillances structurelles. A titre d'exemple, au niveau de l'arrondissement Hassan et pendant deux exercices consécutifs, un montant de 135000 DH consacré pour le loyer des engins n'a pas touché dans le temps où l'ambulance mortuaire était en panne pendant plusieurs mois sans pour autant qu'elle soit réparée. Il faudrait également signaler une autre disparité partielle notamment que les habitants de l'arrondissement Youssoufia jusqu'à présent ne sont pas desservis par le tramway.

IV- DES CHALLENGES SOCIOECONOMIQUES CROISSANTS

5-1- Des transformations structurelles irréversibles

Ces transformations structurelles et profondes s'accompagnent bien souvent par des répercussions catégoriques qui constituent pour tous les acteurs une véritable épreuve sur tous les secteurs en particulier sur le logement, le transport, le chômage, la santé, les services publics et privés. De toute évidence ce sont les services et la fonction publique qui restent les principaux pourvoyeurs d'emploi au niveau de la capitale. Ils génèrent presque le quart de l'emploi de la capitale. Cependant et avec l'adoption de la régionalisation, le poids de la fonction publique connaît une régression notoire.

Les critiques foisonnent de toutes parts et font apparaître d'ardues frustrations en particulier de la part de la population locale et la société civile. Le personnel au sein des administrations de la ville, quant à lui, se caractérise par la supériorité des ingénieurs. Une autre critique concerne les dépenses quelque peu inutiles ventilées dans des projets de faible utilité. Du côté de la formation, les choses ne sont pas très bien considérées puisque le plus souvent des programmes de transformation sont quasi absents.



5-2- Un secteur informel très prépondérant

A l'image des autres grandes villes du royaume, l'économie de Rabat se trouve marquée par le secteur informel qui reste une composante économique imposante du fait qu'elle résorbe le chômage et qu'elle constitue une source de revenu pour une bonne partie de la population. Ainsi, étant un secteur dont la comptabilité échappe à la fiscalité, qui ne paye pas de patente et qui n'est pas affilié ni à la caisse sociale ni inscrit au registre du commerce, le secteur se trouve logiquement privé de plusieurs avantages sociaux, fiscaux et financiers comme la couverture sociale, l'accès aux formations accordées par l'OFPPPT ou bien au crédit bancaire.

A Rabat, à l'image du reste du pays, le secteur informel, qui est plus développé dans les quartiers populaires et densément peuplés en particulier Yacoub el Mansour, Akkari et Youssoufia, prend plusieurs formes. Il peut concerner des activités rudimentaires en particulier le commerce de proximité (métiers d'artisans, marchands ambulants, vente à l'unité, artisanats, services...) comme il peut concerner le mode de fonctionnement de certaines unités qui font leur approvisionnement en contrebande ou qui ne déclarent pas leurs employés à la sécurité

sociale. Dans une plus grande échelle, il peut prendre des formes très nocives pour l'économie locale comme des formes d'évasion fiscale ou de fuite des capitaux.

Les actions mobilisées par les forces d'autorité se révèlent dans la plupart des temps inefficaces et n'arrivent pas à ramener un vent de justice sociale et se limitent bien souvent à de très rares campagnes de contrôle et de mise en quarantaine comme la création occasionnelle de nouvelles zones de commerce, l'enlèvement des marchandises ou encore l'expulsion des vendeurs ambulants des voies publiques.

5-3- Le chômage, un véritable calvaire

L'entrée dans la vie active constitue un autre calvaire : le chômage et la précarité de l'emploi touchent une grande partie de la population dont notamment les jeunes qui en sont les plus touchés en particulier les diplômés.

Pour résorber le chômage et contenir ses effets, plusieurs programmes ont été lancés. A cet égard, plusieurs stratégies d'encouragement de l'investissement ont été mises en avant comme celle œuvrée depuis les années 90 concernant le guichet unique pour simplifier les procédures de création des entreprises. Cette dernière a montré ses limites puisque ces organes n'ont apporté pas grande chose aux investisseurs et ne leur a pas permis non plus de disposer de consistantes bases de données sur les différents secteurs d'activité.

Sur le plan financier, et même si la capitale a attiré des subventions et contributions considérables de la part de la région et gouvernement pour son développement économique et social et la réalisation des grandes unités industrielles (nationales et internationales) génératrices de PME, dans différents secteurs d'activité (textile, habillement, électronique, agro-alimentaire, mécanique, métallurgie...) les postes de travail créés restent au-deçà des prétentions et n'ont pas réussi à résorber le chômage.

5-4- L'habitat, une véritable source de déséquilibre

La forte reprise économique qui a résulté des investissements de la période coloniale a fait relancer le pouvoir d'attraction urbaine de la capitale mais au fil des années cette attraction s'est rapidement accompagnée d'une chute de plus en plus importante de son pouvoir d'absorption et a entraîné une pression progressive sur les secteurs sociaux en particulier celui de l'habitat. Ceci dit, l'habitat est devenu une véritable source de déséquilibre social. A cet effet, si les quartiers aisés de la ville sont très bien desservis, les logements dans lesquels vivent les classes précaires sont insalubres et très étroits et engendrent de lourdes conséquences sociales. Pire

encore, les actions menées en faveur des couches démunies se sont avérées inefficaces même si d'importantes ressources financières et matérielles ont été mobilisées et déboursées.

L'impertinence de ces actions s'explique par plusieurs défaillances. Souvent ces actions, saisonnières, ne s'inscrivent que dans des contextes conjoncturels très étroits. A cela s'ajoutent les difficultés liées au tri des bénéficiaires qui constituent une des principales entraves au même titre que l'absence d'une pertinente coordination entre les différentes parties prenantes sans oublier la faible implication de la population. On peut renchérir en plus l'absence d'un régulier suivi et d'une continue évaluation des efforts fournis de la part des institutionnels, élus, société civile et autorité locale. Également, il faudrait ajouter le mauvais rôle que joue l'absence d'une connaissance bien maîtrisée des besoins de la population et de l'évolution de la pauvreté.

Pourtant et après l'éradication quasi complète des bidonvilles, l'intérêt est acheminé vers la lutte contre l'habitat insalubre. L'insalubrité constitue un danger en raison de la dégradation de l'état des constructions, se caractérisant bien souvent par l'usage de rudimentaires matériaux de construction comme le bois ou la tôle, pour la santé et la sécurité des occupants ou des voisins. .

Ainsi et pour résorber l'habitat insalubre, trois opérations ont été œuvrées. D'abord, les opérations de relogement des bénéficiaires dans le cadre de logements sociaux construits par des opérateurs immobiliers pour un prix très avantageux qui ne dépasse pas la moitié du prix de vente au public. Ensuite, on trouve le recasement qui consiste à allouer des lots de terrain aux bénéficiaires dans le cadre de nouveaux lotissements. Et enfin, la restructuration qui consiste à regrouper les populations dans le cadre d'amicales pour régulariser la situation urbanistique et foncière de bidonvilles.

5-5- Des inégalités sociales flagrantes

Rabat compte parmi les niveaux de vie les plus élevés au niveau marocain. Ce corollaire dissimule de fortes inégalités car la capitale concentre à la fois richesse et pauvreté, savoir et analphabétisme : le niveau de vie au-dessus duquel se trouve l'élite de Rabat est nettement plus élevé que celui où se trouve la population la plus démunie. De surcroît, et dans le temps où des quartiers bien aisés assurent un paisible cadre de vie au profit de leurs résidents, d'autres quartiers, très souvent surpeuplés et insalubres, sont dépourvus du minimum des services et prestations.

Ce constat signifie évidemment que la capitale, à l'image de toute autre métropole, regroupe plusieurs souches sociales qui se trouvent dans une situation très contrastée. Cela étant, si l'élite et la bourgeoisie locale ont la chance d'être implantées au niveau des quartiers chics de la ville, la population pauvre, qui est pour la plupart d'elles d'origine rurale, est installée au niveau des quartiers insalubres se trouvant tout le temps exposée à de complications socioéconomiques de toute sorte. De surcroît, inutile de rappeler que la répartition territoriale des différentes catégories de la population est liée au type et au coût du lieu de résidence. Ladite donnée révèle trois grands îlots formés dont le niveau de vie fluctue : populations précaires où les sans-emploi et les catégories ouvrières et employés sont plus représentés, les classes moyennes avec une présence notoire des fonctions publiques et libérales et enfin les classes aisées constituées essentiellement des hommes d'affaire, hauts fonctionnaires et grands directeurs.

Cette morphologie sociale, des plus contrastées qui soient, esquisse des formes variées de résidence au sein de la capitale : quartiers aisés, immeubles moyen à haut standing, villas longeant l'Atlantique, résidences économiques, habitat insalubre, quartiers populaires exposés à différents types de problèmes et complications. Cependant, il est à souligner que certains quartiers sont de véritables lieux de mixité sociale puisqu'ils peuvent accueillir différents profils de résidents.

Or, la répartition territoriale susmentionnée fait apparaître un certain décalage social qui s'aggrave de plus en plus et qui risque de prendre des formes de répugnance, de tension voire de métamorphose sociale. D'autant, cette métamorphose de la configuration socioculturelle est plus remarquable au niveau des quartiers précaires notamment sur tout ce qui est structures familiales, relations socioprofessionnelles et rapports de voisinage. En conséquence, les fortes liaisons construites autour de l'espace et du voisinage à l'image du *darb* et de la *hûma* ne sont plus de mise et perdent nettement d'impact au détriment des valeurs de l'opportunisme et d'égoïsme.

Cet état de l'art ouvre le champ devant plusieurs interrogations qui concernent la catalogage des quartiers de la capitale, les mesures et actions sociales prises pour favoriser l'insertion des habitants en particulier les plus vulnérables ainsi que de la pertinence et le suivi des politiques d'insertion et d'accompagnement des personnes en difficulté notamment les handicapés, les grands exclus, les personnes âgées, les vulnérables et les sans-domiciles.

Toujours en ce qui concerne les quartiers vulnérables, ils se composent le plus souvent d'anciennes habitations et de logements sociaux. Ces points populaires surpeuplés sont habités

par des ménages précaires dont les membres sont nombreux et dont le niveau de vie et d'études y est le plus faible. Il faudrait aussi noter que ces quartiers sont les plus touchés par le phénomène du denserment de la surface d'occupation par individu en raison de la profusion sans précédent des petits logements densément peuplés construits à partir de matériaux de construction rudimentaires et très vulnérables.

De surcroît, certains quartiers sont classés à haut risque puisqu'au regard du manque du contrôle sur la construction des logements initialement limitée à des niveaux inférieurs, on assiste à des surélévations non réglementaires qui peuvent atteindre dans certains cas R+5. A cela s'ajoute des détériorations engendrées par la pression humaine sur le milieu urbain et sur le bien être et la sécurité de la population locale (crime, agressions, décharge ménagère, prostitution...)

En plus, ces quartiers mal desservis attestent aussi bien de l'exclusion sociale que foncière. Les habitants bénéficient rarement de la propriété foncière et peinent bien souvent à avoir des réponses publiques opportunes notamment en ce qui concerne l'accès à des règles de construction transparentes et claires. Pire encore, les habitants des quartiers populaires sont plus souvent exposés à de fortes formes d'injustice ou de discrimination qui concernent presque tous les aspects de la vie sociale (santé, enseignement, transport, assainissement, migration subsaharienne accrue, exode rural, la hausse des divorces...). De surcroît, ils sont la majorité des cas perçus avec beaucoup de sous-estimation voire de mépris

Yacoub El Mansour se compte parmi les quartiers les plus précaires au niveau de la capitale. Cet îlot s'étend sur le 1/6 de la surface de Rabat. Il se considère comme le deuxième plus dense quartier au Maroc et par conséquent et en raison de sa densité démographique élevée, il est l'un des quartiers les plus émetteurs de déchets ménagers.

Le même constat près est observé au niveau du quartier Akkari qui, lui, situé à l'ouest de la ville et longeant l'océan, enregistre le taux de criminalité le plus élevé au niveau de la capitale. C'est un point noir de délinquance pour les forces d'ordre où des actes illégaux, délictueux et criminels de toute sorte sont commis. Cependant, ce quartier est réputé aussi pour sa forte activité commerciale et artisanale. Il accueille le marché local de légumes, le marché de gros de légumes de la ville sans oublier le marché de gros de poissons et les abattoirs de la ville.

Quant à elle, et malgré son caractère historique, la médina de Rabat demeure un quartier très précaire où existent des poches de pauvreté fortement dégradées et menacées de ruine. Ils

abritent des populations en situation de précarité extrême (personnes âgées, femmes seules...) dans des espaces surpeuplés et insalubres.

Au niveau des quartiers aisés qui sont principalement Hay Riad, Souissi et les Ambassadeurs, le constat est tout autre. Souvent ces quartiers bénéficient d'un cadre de vie de qualité où tous les ingrédients sont offerts : architecture paradisiaque, haute sécurité, proximité, vaste parc verdoyant, ce qui leur confère un cachet digne de leur réputation. Les habitants de ces quartiers se composent essentiellement de l'élite lotie qui se considère supérieure au reste du territoire en raison de son niveau de revenus et d'éducation plus élevés que la moyenne. Les quartiers aisés ont la particularité d'être rassemblés au centre et à l'ouest de la ville à proximité des principales artères de la capitale en l'occurrence le Palais royal, les ministères, le centre hospitalier universitaire et militaire, la cité universitaire. On parle précisément des quartiers Souissi et des ambassadeurs et dans une moindre mesure de Hay Ryad et Agdal.

Les autres avantages ne sont pas en reste. Ces quartiers bien équipés et bénéficiant d'une infrastructure haut de gamme se distinguent aussi des autres quartiers par une part de propriétaires plus importante. Ce constat s'explique par deux raisons notoires d'une part le niveau de revenu élevé de ses propriétaires et aussi en raison du statut social de leurs ascendants. Tout de même et en dépit de leur statut très chic, ces quartiers présentent certaines défaillances. Ainsi et faute d'une densité démographique des plus faibles qui soient, les habitants de ces quartiers sont bien souvent contraints de faire le déplacement pour l'approvisionnement en produits de consommation alimentaire et domestique.

Quant aux classes moyennes, qui s'insèrent entre les deux classes vulnérables et aisées que ce soit en matière de métiers que de revenus, elles s'efforcent de maintenir leur mode de vie. Contrariés par la crainte de se dégrader dans les classes modestes dont elles sont très souvent issues, elles sont concentrées au niveau des quartiers suivants : Youssoufia, Douar el Hajja, Hay Mabella, Hay Nahda, Aviation et Hay Hassan. Les habitants de ces quartiers opèrent principalement dans deux domaines d'activité : la fonction publique et les services.

VI- RABAT FAECE AUX CONTRAINTES DE LA TRANSITION DIGITALE

6-1- La smart city, un nouveau modèle urbain

Le modèle de la Smart City s'impose de plus en plus comme étant une nouvelle conception de l'exercice urbain qui ambitionne contrecarrer le décalage croissant creusé par l'inefficience des politiques urbaines antérieurement menées et optimiser une gestion plus pertinente des villes

en faisant usage des techniques d'information et de communication TIC et en introduisant des instruments technologiques intégrés, intelligents, innovants et pertinents pour l'amélioration de la qualité de vie de la population locale et la fluidification de la gouvernance et la gestion des services urbains. Jean Daniélou estime à cet égard : « la ville intelligente est celle qui ménagera la création d'un espace public numérique où l'aller-retour entre le gouvernant et le gouverné sera accéléré » (Daniélou 2012, p. 3).

A vrai dire, la solution numérique est devenue un incontournable élément de résolution à faire valoir afin de donner un véritable élan au développement socioéconomique des villes et de leurs habitants, assurer la durabilité dans le respect de l'environnement naturel et bâti existant et optimiser dès lors l'efficacité fonctionnelle et opérationnelle dans les différents secteurs d'activité (santé, enseignement, transport, éclairage public, électricité, traitement d'eau et des déchets, sûreté, sécurité urbaine, activités artistiques et culturelles...).

Ceci dit, et quel que soit le procédé choisi, le projet digital consiste à soutenir le développement des Big Data et de l'Internet des objets afin de numériser les services fournis aux administrés et mieux partager les données et informations avec les différentes parties prenantes en particulier la population locale.

Pourtant, au regard de la complexité du modèle numérique, justifier la légitimité et la pertinence du choix du numérique n'est pas seulement question d'acquisition des instruments numériques mais tributaire également du contenu et des modes de gouvernance privilégiés pour la construction d'un modèle approprié de la ville intelligente, fiable, équitable et profitable à toute partie prenante. Le pari serait dès lors de croire dans la technologie et les solutions numériques afin de faire valoir l'efficacité économique, la faisabilité technique et également l'acceptabilité sociale tout en repensant les aspects stratégiques, structurels, réglementaires, organisationnels et financiers.

6-2- La transition numérique et l'enjeu de la dématérialisation de l'administration

Avant tout propos et après une lecture pointue des documents de planification susmentionnés, nous tenons à signaler notre difficulté à distinguer et identifier une vision claire de la part des principaux acteurs appelés à donner un véritable élan à la transition digitale de la ville puisque la réalité des faits montre que gouvernement, administrations, collectivités territoriales, laboratoires de recherche et secteur privé ne sont pas tous sur la même longueur d'avance. Encore que, la gouvernance du projet numérique témoigne d'une aberration technique

structurelle, de l'absence de l'assise financière et économique adéquate et se marque par des décisions verticales et parfois contradictoires.

Ces imperfections peuvent être justifiées en partie par le retard pris à opter pour la digitalisation de la capitale puisque la question digitale n'a été priorisée qu'en début des années 2010 notamment avec la mise en place d'un programme spécifique pour la digitalisation des services publics. De plus, la décision de la digitalisation de la ville ne s'est pas accompagnée concrètement par la mise en place des mesures réglementaires, stratégiques, structurelles et organisationnelles nécessaire qui permettent d'instituer concrètement l'esprit de décentralisation et de déconcentration.

Pourtant, nos entretiens avec des opposants politiques révèlent une situation alarmante. Pour eux, le discours des autorités est démenti par l'état des faits qui révèle que la bureaucratie, le désordre organisationnel et la disconvenance continuent toujours de dominer les actions entreprises par les décideurs pour mettre en place le projet numérique empêchant ainsi de rompre avec l'excès du centralisme des échelons supérieurs puisque peu de prérogatives et responsabilités sont déléguées aux arrondissements et aux échelons inférieures notamment en termes de prise de décision et de gestion des différents services urbains (voirie, santé et enseignement, intérêt culturel et artistique, traitement des déchets et ordures, électricités et eaux potables et usées...).

De surcroît, la réussite et la légitimité de l'implémentation de la ville intelligente dépend de sa capacité à mobiliser et à faire impliquer les différentes formes de compétences capables d'identifier les besoins réels dans les choix des projets, d'assurer la coordination pour le pilotage des projets et la mise en place d'un cadre d'opportunités propice à l'innovation qui permet de réduire le recours permanent à l'expertise étrangère. A cet égard, Garvin estime : « On parle désormais de l'organisation apprenante. Elle se définit comme une organisation capable de créer, acquérir et transférer de la connaissance et de modifier son comportement pour refléter de nouvelles connaissances » (Garvin, 1993). A vrai dire, l'implémentation du modèle numérique nécessite la présence ou la création, si nécessaire, de compétences nouvelles. Lesdites compétences doivent disposer nécessairement des capacités requises leur permettant de conceptualiser et prévoir des solutions pertinentes qui s'adaptent aux nouveaux challenges qui s'annoncent.

Cependant, le choix et la mobilisation des compétences impliquées dans la construction du projet numérique de la ville de Rabat suscitent des critiques ardues de ces opposants dans la

mesure où l'état des choses révèle des dysfonctionnements structurels et opérationnels conséquents. Ils estiment que bien souvent, ce sont des hauts fonctionnaires issus des différents établissements publics ainsi que les élus puissants qui tirent les ficelles du projet digital. Encore, la pénurie des compétences internes contraint bien souvent les décideurs à faire appel aux services de l'expertise externe et par la suite handicape toute possibilité de réforme des pratiques de gestion publique.

Ils dénoncent également, l'absence d'une assise technique compétente bien planifiée puisque la situation est loin d'être probante dans les autres grands secteurs qui sont l'éducation, la santé, l'habitat, le transport, l'énergie, l'eau et l'assainissement, la solution numérique est souvent sous ou mal utilisée. Notons aussi l'étroitesse des budgets allouée à la formation car même si des plans de formation sont programmés, ils se limitent le plus souvent à des cours basiques et ne permettent pas d'accéder pertinemment à de nouveaux savoirs ni de combler le déficit en compétences au niveau local. Cette défaillance s'explique aussi bien par les contraintes financières et d'investissement que par l'impertinence des solutions innovantes utilisées qui sont souvent dépassées et moins efficaces.

Sur le terrain, les symptômes de défaillance sont encore plus visibles, l'expérience des systèmes intelligents a montré ses limites, l'inflexion vers une transition énergétique fait défaut puisque l'éclairage intelligent LED n'est utilisé que dans les grandes artères de la ville et fait toujours défaut en raison de la facture très élevée. Les projets intelligents pour la gestion de l'eau et l'assainissement à l'image de la collecte des eaux de pluie et de restauration de la nappe phréatique tardent toujours à voir le jour alors que le dossier de la gestion des tonnes de déchets et ordures ménagères, quant à lui, pose toujours problème ce qui contraint bien souvent la capitale à faire appel aux services des compétences étrangères en particulier françaises.

6-3- La participation des acteurs, un exercice délicat

La ville est un ensemble morphologique, physionomique, social et culturel différencié (Cosinschi et Racine, 1998). Ceci dit, l'implication des acteurs est une condition sine qua non pour améliorer de l'accès des administrés aux services urbains et induire par conséquent un minimum nécessaire d'acceptabilité de la part des acteurs concernés par la mise en place du projet digital en particulier la population locale. Guillaud estime à ce propos : « l'analyse de données a pour but de transformer en profondeur l'efficacité de la politique publique » (Guillaud 2014). Ainsi, l'implication des acteurs doit se faire sur des bases concrètes visant notamment à donner un véritable élan à la capacité de la ville à réussir sa transformation numérique et à faire

usage rationnel et pertinent des nouvelles technologies du numérique tout en respectant les spécificités territoriales et les priorités environnementales.

Cependant, la faible participation des différentes catégories d'acteurs notamment celle des résidents, de la diaspora et des visiteurs reste systématiquement un autre maillon faible du projet numérique. Cette disjonction fonctionnelle, alertée par l'opposition et se traduisant par un manque flagrant de coordination entre les différents échelons et parties est accentuée par la faiblesse des moyens technologiques et financiers mobilisés ainsi que la pénurie des ressources humaines compétentes aptes à booster l'implication des différentes parties prenantes.

Daniel Kaplan précise à cet égard : « On a raison de travailler là-dessus, bien sûr. Mais beaucoup d'élus et de citoyens s'accorderont sans doute sur le fait que les qualités uniques d'une ville, ou les problèmes les plus lourds qu'elle rencontre, sont pour la plupart d'un autre ordre : la cohésion sociale et le rapport entre les communautés, la souffrance sociale, le prix du foncier et la ghettoïsation, la sécurité, la désaffection démocratique, la vie culturelle, le maintien des commerces dans les quartiers... » (Kaplan, 2012). Ceci dit, il est évident que ladite disjonction fonctionnelle ne peut être résolue que si et seulement si une coopération effective dans les modes de pratiques des institutions et si la spécialisation des compétences des échelons intermédiaires sont mise en œuvre, chose qui est loin d'être faite.

Jean Marcou et Daniel Kaplan renchérissent à cet égard : « Il ne s'agirait plus seulement d'encourager l'innovation au travers de politiques et d'agences spécialisées, ni de conduire le changement à l'intérieur des organismes publics, mais plutôt de mettre en place les conditions pour que toutes sortes d'acteurs puissent entreprendre de répondre aux nouvelles attentes des citoyens, de résoudre des problèmes urbains, de transformer leur quartier... » (Kaplan et Marcou 2008, p. 37). Ceci dit, l'absence d'une véritable participation citoyenne représente une autre faille de taille. Cette défaillance se justifie par plusieurs éléments dont particulièrement l'abstention des habitants à exprimer ouvertement leurs opinions notamment en raison de leur manque de confiance dans les administrations, institutions politiques et instances représentatives. Plus encore, les peu de processus de consultation mis en place se limitent le plus souvent à des consultations restreintes puisque le système d'implémentation du modèle digital au niveau de la capitale suit en quelque sorte les traces d'un héritage ancré de modes de décisions centralisées.

Pourtant, l'absence de véritables campagnes de consultations publiques notamment dans les projets qui concernent directement les habitants les contraint à plusieurs reprises à extérioriser

leur colère et détresse et entrer dans des contestations violentes pouvant donner lieu parfois à d'ardues altérations entre les habitants et les forces de l'ordre comme c'était la situation lors des campagnes de démolition de l'habitat insalubre au niveau de certains bidonvilles anciens à l'image de Douar el Kora et Douar el Garaa scellant ainsi le sort d'un quartier existant depuis plus d'un siècle.

Egalement, et au regard des difficultés liées principalement à l'absence des supports et plateformes numériques destinés au recueil des opinions des citoyens puisque peu de sondages d'opinions sont réalisés, on n'arrive pas à sensibiliser ou à inclure concrètement les habitants dans le projet digital de la ville : « En donnant à la participation trop d'importance, on risque de surestimer le temps que les citoyens seront prêts à consacrer à la ville. Seules les personnes familières des technologies adhéreront à cette techno-participation, tandis que le risque est grand que les citoyens, conservant une approche utilitariste, ne se mobilisent que ponctuellement » (Damon, 2013, p. 25).

Encore que, la diffusion des informations sur la ville intelligente ne permet pas de toucher une grande partie des habitants malgré la multitude d'outils offerts (internet, Smartphones, réseaux sociaux, sondages et entretiens, e-mails, sms, presse électronique et écrite). Dans le même sens d'idées, la réalité des choses montre que seulement une partie d'individus initiés à l'usage de base du numérique s'en servent dans la vie courante alors qu'une grande partie de la population, ne disposant pas de Smartphones ni ayant accès à une connexion Internet, reste à l'écart de toute éventuelle consultation électronique. Cependant, il reste à signaler aussi que malgré la rareté des questionnaires et sondages menés, les contenus restent souvent basiques et les questions posées ne laissent pas trop de possibilités aux répondants de nuancer et développer leurs réponses.

Conclusion

En guise de conclusion, le modèle de smart city constitue une véritable opportunité à saisir pour la ville de Rabat, ses habitants et pour le secteur privé pour mieux gérer les challenges socioéconomiques et environnementaux qui se posent. Toutefois, le déploiement des infrastructures technologiques induit de nouvelles compétences chose qui met en place de nouvelles règles de jeu que toutes les sensibilités de la ville ont intérêt à connaître, à gérer et également à maîtriser.

Dans cet article, nous avons essayé principalement d'apporter quelques réflexions autour de la question du numérique pour interroger les effets que l'insertion du numérique dans la gestion urbaine peut impliquer et de voir si les pouvoirs publics acceptent de construire cette démarche avec l'ensemble des acteurs. Nous avons également essayé d'interroger la détermination desdits acteurs à accumuler un soi-disant capital digital capable de mettre en place un cadre fédérateur qui développe le minimum nécessaire d'expertise qui répond aux besoins, qui concentre les efforts et qui replace le gouverné au centre d'une transformation digitale claire, profitable et inclusive.

Le présent article, qui s'est appuyé par la consultation de plusieurs dissertations théoriques, documents de synthèse et de planification au même titre que par les propos de quelques opposants politiques a tenté d'utiliser les éléments d'entrée recueillis afin de refléter le réel état des lieux concernant l'implémentation du projet de la capitale et voir si les efforts mobilisés se matérialisent concrètement et apportent une plus value à toutes les parties prenantes en particulier la population locale.

Grosso modo, Rabat ne peut réussir sa transition numérique que si et seulement si, elle réussit à rendre ses services urbains plus performants, personnalisés et aussi plus économes. Le développement numérique constitue dès lors une contrainte à gérer, les pouvoirs publics sont plus que jamais appelés à mobiliser toutes les capacités existantes afin d'induire une meilleure concertation condition sine qua non pour la co-construction d'un projet digital performant, durable et inclusif.

In fine, il revient à dire que si la ville de Rabat veut réussir l'implémentation de son projet digital, elle doit être en mesure de réussir à fédérer toutes les parties prenantes que ce soit autorité centrale, élus, laboratoires de recherche, secteur privé, société civile ou encore résidents, visiteurs et diaspora. Il est impératif également pour la ville d'assainir son contexte général, de former et mobiliser les compétences nécessaires et de trouver et diversifier les circuits de financement nécessaires pour sa transition digitale.

Bibliographie

- Allard, P. (2015). Gérer la communication numérique communale : Guide pratique 2.0 à destination des communes. Place of publication not identified] Edipro, p 15
- Ameer M. & Naciri M. & Kayser B. (1985). « L'urbanisation clandestine au Maroc : un champ d'action pour les classes moyennes », Tiers-Monde, tome 26, n°101, 1985. Classe moyenne : La montée et la crise, pp. 79-92.
- Bakass, F. « La pauvreté au Maroc : perceptions, expériences et stratégies », INSEA, p13
- Bauer, W. & Lauster, M. & Morszeck, T.H. (2019). Comprendre le changement - construire l'avenir. Des réflexions sur l'avenir. Fraunhofer-VerbundInnovationsforschung, p 14
- Bauer, W. & Lauster, M. & Morszeck T.-H. (2019). Comprendre le changement - construire l'avenir. Des réflexions sur l'avenir, Fraunhofer-Verbund Innovations forschung, p 14
- Bendourou, O. (2012). La nouvelle Constitution marocaine du 29 juillet 2011. Revue française de droit constitutionnel, vol. 91, no. 3, , pp. 511-535.
- Binet, A. (2004). L'Étude expérimentale de l'intelligence. Paris. L'Harmattan.
- Boëdec, M. (2016). ville durable. Construire une stratégie de l'innovation (dossier) Environnement magazine n° 1748. pp. 38-46
- Brouwer, J-L. (1979). Jalons pour une approche du régionalisme comme enjeu institutionnel. (Notes de recherches). Revue interdisciplinaire d'études juridiques, vol. 3, no. 2. pp. 37-69.
- Marzloff, B. (2015). Y a-t-il un pilote dans la smart city ?. Sociétés 2016/2 (n° 132). pp 37-52
- Carvalho, L. (2015). Smart cities from scratch? A socio-technical perspective. Cambridge Journal of Regions, Economy and Society. 8 (1), 43-60
- Colin, N., & al. « Économie numérique 2015, Notes du conseil d'analyse économique, vol. 26, no. 7, pp. 1-12
- Côme, T. & Magne S. & Steyer, A., 2018, « Être ou ne pas être une smart city : une étude empirique des innovations valorisées sur le site web des villes », Gestion et management public, vol. volume 7 / 2, no. 4, pp. 73-101
- Coopération franco-marocaine, Agence urbaine de Rabat-Salé. IAURIF : la Nature dans la ville, la vallée du Bou Regreg, Rabat-Salé.
- Cosinschi, M. & Racine, J.-B. (1998). Les **concepts** de la **géographie humaine**. Paris : Armand Colin. p. 25-36
- Damon, J. (Dir), Eudoxe, D. Strauchsous, L. (2013). Efficace, innovante, participative : comment rendre la ville plus intelligente ?. Rapport issu des travaux de l'Atelier de la performance publique de l'Institut de l'entreprise
- Dave, E. (2011). The Internet of Things: How the Next Evolution of the Internet is Changing Everything ». Cisco White Paper
- Direction de la statistique. (2010). enquête sur la réalisation des constructions autorisées 2009-2010, rapport de synthèse, haut commissariat au plan
- Gardner, H. (2020). Les mille facettes de l'intelligence, magazine Books n° 112,
- **Garvin, D.A. (1993) Building a Learning Organization**. Harvard Business, pp71-91
- Genieys, W. Colin, A. (2011). Qui gouverne en démocratie ? Une sociologie des élites en action », Sociologie politique des élites. pp. 230-258
- Guillaud, H. (2011). Est-ce que la technologie désurbanise la ville ?. Internet Actu
- Kaplan, D. & Marcou, T. (2009). La ville 2.0, plateforme d'innovation ouverte. FYP editions. p54

- Kurzweil, R.C. (1990). The Age of Intelligent Machines. Bay State Book Company. pp. 464–483
- Harroud, T. (2019). D'une marginalité à l'autre : droit à la ville et pratiques de réadaptation des « bidonvillois » dans les nouvelles marges urbaines de Rabat. Annales de géographie 2019/5-6 (N° 729-730). pp 14,37
- Hélène, M. (2006). La gestion de la relation au citoyen : vers de nouveaux modes de relation entre gouvernement et citoyen?. In: Politiques et management public, vol. 24, n° 4, L'action publique au risque du client ? Client-centrisme et citoyenneté. Actes du quinzième Colloque international - Lille, jeudi 16 mars et vendredi 17 mars 2006 organisé en collaboration avec Sciences-Po Lille - Tome 2. pp. 91-110.
- Leignel, J. L. & Ménager, E. & Yablonsky, S. (2019). Performance durable de l'entreprise. ISTE Editions, p 130
- Maurel, M-C. (1982). Chapitre I - L'établissement d'un nouveau maillage territorial. Territoire et stratégies soviétiques. sous la direction de Maurel Marie-Claude. Economica. pp. 13-32
- Morestin, H. (1950). Les faubourgs indigènes de Rabat. cahiers d'outre-mer. N° 9 - 3e année, Janvier-mars. pp. 66-76
- Mosco, V. (2016). Après l'Internet : le Cloud, les big data et l'Internet des objets. Les Enjeux de l'information et de la communication, vol. 17/2, no. 2 , pp. 253-264
- Nam, T. & Pardo, T. (2011). Conceptualizing smart city with dimensions of technology, people, and institutions, in: Proceedings of the 12th Annual International Digital Government Research Conference: Digital Government Innovation in Challenging Times. ACM, pp. 282–291.
- Navez-Bouchanine, F. (1992). Les espaces publics des villes marocaines. Les Annales de la recherche urbaine, N°57-58, Espaces publics en villes ; pp. 185-190.
- OCDE. (2002). Des citoyens partenaires : Manuel de l'OCDE sur l'information, la consultation et la participation à la formulation des politiques publiques, Éditions OCDE, Paris
- OCDE (2015b), Le gouvernement ouvert au Maroc, Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique. Éditions OCDE, Paris
- Richard P-H. Crise et ville intelligente au prisme de l'éthique appliquée à la sécurité civile, thèse soutenue le 22 juin 2016 sous la direction de P. M. P. Laclémence. p 143,144
- Pénard, T. & Rallet, A. (2014). De l'économie des réseaux aux services en réseaux. Nouveau paradigme, nouvelles orientations », Réseaux, vol. 184-185, no. 2-3, 2014, pp. 71-93
- Picon, A. (2016). L'avènement de la ville intelligente, Sociétés, vol. 132, no. 2, pp. 9-24
- Pietrobelli, A. (2001). Chella mystérieux ou l'archéologie d'un paysage. Horizons Maghrébins - Le droit à la mémoire. pp. 116-129
- Préfontaine, L. & Skander, D. & Ramonjavelon V. (2006). La capacité partenariale, pilier de la réussite d'un partenariat public-privé. Résultats d'une étude canadienne, Revue française d'administration publique, vol. 130, no. 2, pp. 323-336.
- Toppeta, D. (2010). The Smart City vision: How Innovation and ICT can build smart, liveable, sustainable cities
- Ripon, R. (2011). La mise en œuvre d'une enquête quantitative par questionnaire : vices et vertus du chiffre. In Evans, C. (Ed.), Mener l'enquête : Guide des études de publics en bibliothèque. Presses de l'enssib
- Roux, L. (2020). L'administration électronique : un vecteur de qualité de service pour les usagers ? », Informations sociales, vol. 158, no. 2, 2010, pp. 20-29 Paul-Henri Richard. Crise et ville

intelligente au prisme de l'éthique appliquée à la sécurité civile. Sociologie. Université de Technologie de Troyes, 2016

- Salbreux, R. & Misès R. (2005). La notion de déficience intellectuelle et ses applications pratiques », *Contraste*, vol. 22-23, no. 1-2, pp. 23-47
- Serhir, S. (2017). Hay Ryad à Rabat : de la ville nouvelle au quartier ? , *Villes nouvelles au Maghreb. Discours et réalités*
- Vaileanu-Paun, I. & Boutillier, S. (2012). Économie de la fonctionnalité. Une nouvelle synergie entre le territoire, la firme et le consommateur ?. *Innovations*, vol. 37, no. 1, pp. 95-125
- Vidal M. (2006). Quels habitants et usagers de la ville intelligente ? Éléments de prospective. In *Les Cahiers des Wechsler*, D. (1935). *The Range of Human Capacities*, American psychological association
- Winston. P.-H. (1992). *Artificial Intelligence*, Pearson